

NOTICE D'INFORMATION SUR LE TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Cette notice d'information a pour objet de vous informer de manière claire et transparente :

- Sur les conditions dans lesquelles nous collectons, conservons, archivons et supprimons les données personnelles de nos clients et prospects
- Sur les traitements que nous sommes susceptibles de mettre en œuvre à l'égard de nos clients, prospects ou personnes physiques (mandataire, représentant légal, caution, bénéficiaire effectif, ayant-droit...) intervenant dans le cadre d'une relation d'affaire.
- Sur les droits dont vous disposez sur vos données et sur les modalités d'exercice de ces droits

Une donnée à caractère personnel :

Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

Les textes de référence :

La mise en œuvre de traitements automatisés de données personnelles est régie notamment par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ci-après désigné « RGPD ».

Les fondements justifiant la collecte de vos données personnelles :

Dans le respect de vos droits et conformément à la réglementation relative à la protection des données, nous collectons vos données personnelles et mettons en œuvre leur traitement en nous appuyant sur une base juridique précise:

Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat auquel vous êtes partie prenante ou pour prendre des mesures précontractuelles à votre demande.

Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis¹.

Vous avez donné votre consentement lorsque celui-ci est requis pour une ou plusieurs finalités spécifiques.

Quand cela est justifié par nos intérêts légitimes².

¹ Il s'agit notamment de l'ensemble des traitements liés à la lutte contre le blanchiment, et le financement du terrorisme, la lutte contre la fraude, le conseil en matière des services bancaires, les déclarations réglementaires, etc...

² Ce type de traitement peut viser le développement de l'activité de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon (prospection commerciale), l'optimisation de ses relations avec les clients et prospects et de son efficacité commerciale, le recouvrement de ses créances, les demandes en justice pour la protection de ses intérêts, etc...

1. Le responsable du traitement et les coordonnées du délégué à la protection des données

Le responsable de traitement :

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon (ci-après désignée « l'établissement ») est en charge de la collecte et du traitement des données à caractère personnel liées à la relation d'affaire. Nous intervenons à ce titre en qualité de **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**.

**Caisse de Crédit Municipal d'Avignon
2 Rue Viala
BP 80212
84009 AVIGNON CEDEX 1**

Vous pouvez être amenés à souscrire par notre intermédiaire des produits ou services que nous commercialisons mais qui émanent d'une autre société.

Dans ce cas, vous établissez une relation contractuelle directe avec le partenaire concerné. Selon le produit ou service souscrit, nous intervenons soit en qualité de distributeur (le contrat sera établi et souscrit par notre intermédiaire en notre qualité de représentant du partenaire), soit en qualité d'indicateur ou d'apporteur (vous souscrivez le contrat directement avec le partenaire avec lequel nous vous aurons mis en contact).

Dans ces situations, vos données à caractère personnel seront collectées et traitées par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon en tant que distributeur ou indicateur et par le partenaire, chacun pour ce qui le concerne et chacun pour les finalités spécifiques liées aux produits et services souscrits.

Les informations applicables à la protection des données à caractère personnel relatives à un produit souscrit auprès d'un partenaire vous sont communiquées par ce dernier, en qualité de RESPONSABLE DE TRAITEMENT pour la collecte et le traitement qu'il met en œuvre pour son propre compte.

Le Délégué à la Protection des données :

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon a désigné un Délégué à la Protection des Données (DPO). Il veille au respect des réglementations sur la protection des données personnelles au sein de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon.

Vous pouvez joindre notre DPO

Par e-mail :

donneespersonnelles@credit-municipal-avignon.fr

Par voie postale :

Délégué à la protection des données
Caisse de Crédit Municipal d'Avignon
2 rue Viala
BP 80212
84009 Avignon cedex 1

2. Catégories de données recueillies et finalités

Au cours de notre relation, nous allons recueillir et traiter des données à caractère personnel vous concernant. Ces données peuvent varier en fonction de la nature du produit ou du service souscrit.

Les catégories de données recueillies :

Donnée déclaratives :

Données recueillies directement auprès de vous ou de partenaires avec lesquels nous avons un lien contractuel.

Les données à caractère personnel que vous nous communiquez sont relatives à :

Votre identité ;

Votre situation familiale ;

Votre vie professionnelle ;

Votre situation économique, fiscale, patrimoniale et financière.

Certaines données peuvent également être collectées lorsque vous demandez des renseignements ou sollicitez un contact.

Sont également fournies vos données de contact (adresse postale, courriel, numéro de téléphone fixe et portable). Ces données sont notamment nécessaires à l'envoi d'informations dans le cadre de la fourniture du service, à la notification relative à la gestion de vos contrats et pour la réalisation d'opérations bancaires ou de prêts sur gages.

Si vous l'acceptez expressément, ces données peuvent également être utilisées pour l'envoi de sollicitations commerciales (Mail, SMS, MMS).

Données liées au fonctionnement des produits et services :

Lorsque vous utilisez nos services et produits ou réalisez des transactions et des opérations, des données à caractère personnel sont traitées dans nos systèmes d'information.

Données provenant d'informations publiques :

Informations ou données personnelles produites ou reçues par une autorité administrative dans le cadre de sa mission de service public, publiées par une autorité administrative ou communicables à toute personne qui en fait la demande.

Nous pouvons utiliser ces données et informations lorsque cela est autorisé par les textes législatifs ou réglementaires et dans le respect des règles spécifiques de communication précisées par ces textes.

Les données à caractère personnel générées par l'établissement

A partir des données personnelles déclaratives ou de fonctionnement, nous pouvons générer ou calculer de nouvelles données à caractère personnel. Il peut s'agir par exemple de l'évaluation d'un risque crédit suite à une demande d'emprunt de votre part.

C'est également le cas dans le cadre de nos obligations légales ou réglementaires relatives à la gestion du risque, à la prévention, la détection et la gestion de la fraude, à la détection des situations de fragilités ou toute autre évaluation.

Les données à caractère personnel dites sensibles :

Les données sensibles sont celles relatives à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques ou à l'appartenance syndicale. Sont ajoutées les données génétiques et les données biométriques si elles servent à identifier une personne physique de manière unique, les données concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle.

Ces données revêtent un caractère particulier.

Principe : ces catégories de données à caractère personnel ne sont pas collectées ou traitées par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon.

Exception : dans des situations spécifiques, des données concernant la santé peuvent être collectées et traitées. Elles sont nécessaires :

- Lors de la souscription d'un contrat d'assurance tel qu'une assurance emprunteur (éléments relatifs à la santé permettant à l'assureur d'accorder ses garanties ou de fixer d'éventuelles exclusions). Les procédures mises en œuvre assurent le respect de la réglementation applicable (principe de cloisonnement : sauf accord de votre part, seul l'assureur reçoit communication de ces données et procède à leur traitement selon les règles qui lui sont propres, la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon n'ayant connaissance que de la décision de refus ou d'acceptation).

Les données à caractère personnel provenant de tiers ou d'autres services :

Les données à caractère personnel peuvent également provenir :

- Des partenaires de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles
- Des tiers fournisseurs, sous-traitant (réseaux carte bancaire CB, VISA...)

Elles peuvent provenir des fichiers que la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon doit consulter dans le cadre de dispositions réglementaires déterminées. A ce titre, l'établissement est dans l'obligation de consulter pour fournir certains services le Fichier National des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) ou le Fichier Central des Chèques (FCC) tenus par la Banque de France.

La finalité des traitements :

Lors de l'entrée en relation et de la souscription de tout nouveau produit ou service (compte, prêt, épargne, assurance...) et pendant la relation d'affaire:

Ces données sont notamment nécessaires

Pour nous permettre de répondre à nos obligations légales et réglementaires notamment en matière d'identification des clients, de connaissance client, de vérification de solvabilité, d'obligations fiscales, de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de mise à jour de la connaissance client. Pour nous permettre de vous identifier au sein de notre système informatique.

Pour nous permettre de remplir notre devoir de conseil et vous proposer des offres de produits ou de services adaptées à vos besoins.

A la souscription du produit ou service concerné et à son fonctionnement ;

Pour assurer, le cas échéant, la mobilité bancaire.

A la détection et à l'accompagnement des clients en situation de fragilité financière.

A l'étude, l'octroi et à la gestion de vos crédits, à la sélection des risques (prévention et gestion des impayés et du surendettement, gestion des contrats assurance emprunteur, recouvrement et gestion du contentieux, obtention de garantie ou de caution).

A l'exécution de mesures précontractuelles (ex. : délivrance d'un conseil, délivrance d'une proposition, simulation, analyse de la solvabilité avant octroi d'un crédit...).

A la gestion des réclamations client.

A la gestion des successions.

A l'exécution du contrat relatif aux produits et services que vous avez souscrits (ex. : ouverture et tenue de vos comptes bancaires...).

A la réalisation des différentes missions de contrôle exercées sur les activités de l'Etablissement.

Lors de l'utilisation des produits et services de l'établissement :

Ce traitement est notamment nécessaire :

A la gestion de votre compte bancaire et des autres produits souscrits.

Au traitement et à la réalisation de l'ensemble des opérations relatives à votre compte ou aux produits souscrits.

A la réalisation d'une opération de paiement (analyse des informations de l'instrument de paiement, solde du compte, plafond d'utilisation, gestion des flux traitement...).

A la mise à disposition des moyens de paiement et la gestion de leur fonctionnement (fabrication des instruments de paiement, sécurité des opérations de paiement, opposition, gestion des pertes et vols, gestion des incidents de chèque...).

A la gestion de votre contrat de prêt personnel ou de prêt sur gages.

Pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires :

Nous pouvons être amenés à demander des informations précises concernant certaines opérations si la législation ou la réglementation nous l'impose.

Echange automatique d'information en matière fiscale :

Nous sommes tenus de procéder à une identification, à des fins fiscales, de la résidence du titulaire du compte et procéder à une déclaration annuelle relatives aux comptes déclarables des personnes non-résidentes fiscales en France (y compris les personnes américaines en vertu des dispositions de la loi FATCA). Les informations collectées sont adressées à l'administration fiscale française qui les transmet aux autorités compétentes des Etats et Territoires participant à l'échange automatique d'information en matière fiscale.

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, nous sommes soumis à une obligation d'identification de nos clients et, le cas échéant, des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation constante de vigilance à l'égard de notre clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaire. Des mesures de vigilance particulières doivent être appliquées à l'égard des personnes politiquement exposées définies par le Code Monétaire et financier.

L'efficacité de cette vigilance repose notamment sur l'actualisation des informations vous concernant. Nous sommes en droit de vous demander de mettre à jour les données et les documents vous concernant.

Nous sommes tenus de déclarer les sommes ou opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire réel n'a pu être établie malgré nos vérifications.

Nous sommes tenus de déclarer toutes les sommes ou opérations que nous savons, soupçonnons ou avons de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une infraction passible d'une peine de prison supérieure à 1 an ou participent au financement du terrorisme.

Règlementation relative aux comptes inactifs (loi Eckert)

Mise en œuvre de la procédure de droit au compte

Pour mieux vous connaître et communiquer avec vous sur la base de notre intérêt légitime ou de votre consentement

Ce traitement est notamment nécessaire :

A la proposition de nos offres : prospection commerciale, newsletters

A la conduite d'étude statistique pour nous permettre de proposer des produits et services adaptés à vos besoins

A la réalisation d'études de satisfaction

Traitements spécifiques :

Transfert de fonds internationaux (dans les pays de l'Union et hors pays de l'Union) :

Les données personnelles transmises à l'occasion de diverses opérations de paiement et notamment de transfert de fonds peuvent faire l'objet d'une communication dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne (Règlement 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds). Ce transfert est strictement encadré.

Pour plus d'information, la Fédération Bancaire Française met en ligne une notice d'information pour vous permettre de prendre connaissance des règles de protection et de sécurité. Cette notice est disponible sur le site www.fbf.fr.

Les dispositifs de télésurveillance ou vidéo-surveillance : ces traitements sont mis en œuvre dans les locaux de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon pour la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre les incivilités, la protection des collaborateurs.

Lorsque de tels dispositifs sont mis en œuvre, une information spécifique est affichée sur place.

Vous êtes informés que ces images font l'objet d'un enregistrement et d'une conservation et qu'elles peuvent mener à l'identification des personnes filmées soit par les systèmes mis en œuvre soit par les agents ayant accès aux images.

3. Les destinataires ou les catégories de destinataires des données à caractère personnel

Le secret professionnel : les informations recueillies sont protégées par le secret professionnel auquel est tenue notre établissement. Le partage de vos données ne peut se faire que dans des conditions déterminées ou avec votre consentement.

Ce même principe de secret et de confidentialité s'applique à l'ensemble de nos collaborateurs.

Nous sommes susceptibles de communiquer vos données personnelles à nos sous-traitants, assureurs, prestataires de services auxquels est confiée la réalisation de prestations entrant dans le cadre des finalités définies ci-dessous. Ces derniers sont tenus par contrat de respecter la confidentialité et la sécurité des données auxquelles ils ont accès et de les utiliser exclusivement dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

Nous pouvons partager vos données dans les cas suivants :

Avec les entreprises qui assurent ou garantissent vos crédits (entreprises d'assurances, société de caution)

Avec la Banque de France, les schémas de carte de paiement dont les marques figurent sur votre carte bancaire (CB, VISA)

Avec nos intermédiaires en opérations de banque

Avec les commerçants ou prestataires de services accepteurs de carte bancaire pour les finalités liées aux cartes bancaires et instruments de paiement

Avec nos prestataires de service intervenant pour notre compte dans le cadre d'un recouvrement de créance (huissiers de justice...)

Avec des tiers en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (fabrication de chéquiers, gestion des cartes bancaires...)

Avec nos partenaires dans le cadre exclusif d'un d'accord de partenariat auquel vous auriez adhéré préalablement (Microcrédit...).

Lorsque ce partage est nécessaire pour vous fournir les produits et services souscrits

Lorsque vous consentez à ce partage

Des données à caractère personnel sont communiquées à des tiers pour permettre la tenue de fichiers règlementaires : Fichier National des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) tenu par la Banque de France, Fichier Central des Chèques, fichier central des retraits des cartes bancaires, FICOBA.

Le secret professionnel peut être levé par la loi et notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier central des Chèques, Fichier National

des Incidents de Remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L.114-19 à L.114-21 du Code de la Sécurité Sociale), de l'Autorité de contrôle prudentiel et de Résolution, des commissions d'enquête parlementaires.

Le secret est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code Général des impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale, ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

4. Les conséquences d'un refus de communication

Le refus de communication de certaines données à caractère personnel collectées à des fins réglementaires ou contractuelles ou conditionnant la conclusion du contrat peut entraîner l'impossibilité de fournir le service.

A titre d'exemple :

Refuser de nous communiquer les données obligatoires pour l'ouverture et la gestion d'un compte ne nous permettrait pas de procéder à cette ouverture.

Refuser de nous communiquer les données obligatoires pour la souscription ou la gestion de votre contrat ne nous permettrait pas de procéder à la concrétisation de la relation d'affaire ou nous obligerait à y mettre fin.

Refuser de nous communiquer des éléments relatifs à votre situation financière ne nous permettrait pas d'étudier votre demande de crédit.

Refuser de nous délivrer les informations nécessaires à l'analyse de votre situation et de vos besoins peut nous empêcher de vous délivrer un conseil adapté.

5. Le profilage

Le profilage consiste à utiliser des données à caractère personnel pour évaluer certains aspects personnels relatifs à une personne physique, notamment pour analyser ou prédire des éléments concernant sa situation économique, ses intérêts, son comportement.

Dans le cadre de notre relation, nous pouvons être amenés à mettre en œuvre des profilages ayant des conséquences juridiques à votre égard et aboutissant à une décision :

- Utilisation d'un traitement d'évaluation des risques en vue de l'octroi d'un crédit (scoring)
Les résultats ne constituent qu'un support d'aide à la décision. Ces traitements ne constituent pas des prises de décisions automatisées. La décision définitive n'est prise qu'à l'issue d'une intervention humaine.

6. Cookies

Vous êtes informé que lors de vos visites sur l'un de nos sites, des cookies peuvent être installés sur votre équipement terminal. Vous pouvez consulter sur le site concerné la politique cookies mise en œuvre.

7. La durée de conservation des données

Les données vous concernant seront conservées durant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées telles que décrites ci-avant et en tenant compte des éventuelles obligations légales ou réglementaires.

La durée de conservation est donc variable et dépend de la nature des données et des finalités poursuivies.

Lorsqu'une donnée à caractère personnel est collectée pour plusieurs finalités, elle est conservée jusqu'à épuisement du délai de conservation ou d'archivage le plus long.

A l'issue des délais de conservation, vos données seront supprimées.

Données à caractère personnel collectées à des fins de gestion d'un contrat : les données sont conservées pendant le temps nécessaire à l'exécution du contrat et jusqu'à l'expiration des délais légaux applicables.

Les différentes natures de délais :

Conformément aux dispositions du Code du Commerce, les documents comptables et pièces justificatives doivent être conservés pendant une durée de 10 ans.

Le délai de prescription de droit commun en matière civile et commerciale est de 5 ans.

Finalités du traitement	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données
Souscription et ouverture du compte de dépôt et services liés (y compris la mise à disposition des moyens de paiement) et des autres produits et services	Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat auquel vous êtes partie	Les données relatives au contrat seront conservées pendant une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans à compter de la clôture du compte ou de la cessation de la relation contractuelle.
Identification des clients habituels et occasionnels	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	5 ans à compter de la clôture du compte ou de la cessation de la relation
Gestion des crédits ou des prêts	Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat auquel vous êtes partie	Vos données sont conservées le temps de la relation et sont ensuite archivées 5 ans
Gestion de votre Epargne bancaire	Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat auquel vous êtes partie	Vos données sont conservées le temps de la relation et sont ensuite archivées au maximum 10 ans pour obligation comptable

Exécution et enregistrement d'une opération ou d'une transaction – fonctionnement de vos produits et services – exécution de vos instructions	Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat auquel vous êtes partie	10 ans. Le délai de 10 ans court en général à compter de la date de l'opération/de l'instruction.
Gestion des comptes en déshérence	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	<u>Conservation par l'établissement des informations relatives aux dépôts à la Caisse des dépôts et consignations :</u> 20 ans à compter de la date de dépôt à la CDC pour les comptes abandonnés 27 ans à compter de la date de dépôt à la CDC pour les comptes inactifs dont le titulaire est décédé
Données à caractère personnel collectées à des fins précontractuelles sans conclusion effective du contrat	Intérêt légitime de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Lorsqu'une demande de produit ou service n'a pas été suivie d'une souscription : Conservation des données pendant une durée limitée à la finalité initialement poursuivie. En matière d'octroi de crédit : le résultat du traitement d'analyse est conservé pendant une durée de 6 mois à compter de la demande
Prospection commerciale	Intérêt légitime de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon : assurer une relation optimale avec les clients et prospects**	Les données des clients conservées à des fins de prospection commerciale peuvent être conservées pendant un délai de 5 ans à compter de la fin de la relation Les données relatives à un prospect peuvent être conservées pendant un délai de 3 ans à compter de leur collecte par le responsable du traitement ou du dernier contact émanant du prospect. Au terme de ce délai le responsable de traitement peut reprendre contact avec la personne concernée pour lui demander si elle souhaite toujours recevoir des sollicitations commerciales. En l'absence de réponse positive et explicite de la personne les

		données doivent être supprimées ou archivées
Envoi d'une communication commerciale personnalisée	Consentement du client ou du prospect pour les communications par voie électronique (mail, SMS ou automate d'appel)* Intérêt légitime de l'établissement pour les autres cas (communication par voie postale ou téléphonique) ou pour les communications par voie électronique portant sur des produits et services analogues à ceux souscrits**.	cinq ans à compter de la fin de la relation commerciale pour les clients Trois ans à compter du dernier contact émanant du prospect
Gestion de la relation client/prospect	Intérêt légitime de la Caisse de Crédit municipal Avignon	cinq ans à compter de la fin de la relation commerciale pour les clients** Trois ans à compter du dernier contact émanant du prospect**
Protection de nos droits	Intérêt légitime de la Caisse de Crédit municipal Avignon	Durée liée à tout contentieux ou toute procédure administrative ou judiciaire
Gestion des contentieux et pré-contentieux		Dans ce cadre, vos données sont conservées le temps du recouvrement et sont ensuite archivées conformément aux durées de prescriptions légales
Recouvrement des créances impayées		Dans ce cadre, vos données sont conservées le temps du recouvrement et sont ensuite archivées au maximum 10 ans pour obligation comptable

* vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette finalité

**vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette finalité pour des raisons qui vous sont propres (*sauf à ce que la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice*)

8. La protection de vos données et vos droits

Notre dispositif de sécurité

La conservation, l'exploitation ou la transmission de vos données personnelles s'effectue dans le cadre de règles et procédures strictes.

Comment protégeons-nous vos données ?

La prise de mesures nécessaires afin de préserver et empêcher que vos données personnelles ne soient déformées, endommagées, divulguées et que des tiers non autorisés y aient accès (cryptage des données; contrôle des accès...)

La sensibilisation de nos salariés

Le choix de prestataires présentant un haut niveau de garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité des données

Vos droits

Dans les limites et conditions autorisées par la réglementation en vigueur, vous disposez :

D'un droit d'accès à l'ensemble de vos données à caractère personnel.

D'un droit de rectification des données à caractère personnel vous concernant qui sont inexactes. Vous avez le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées.

D'un droit à l'effacement de données à caractère personnel vous concernant lorsque l'un des motifs suivant s'applique :

Les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière

Vous retirez votre consentement sur lequel est fondé le traitement et il n'existe pas d'autres fondements juridiques au traitement

Vous vous opposez au traitement de vos données et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le poursuivre

Les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite

Les données personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'union ou par le droit français auquel l'établissement est soumis.

D'un droit à la limitation des traitements de données à caractère personnel que nous opérons lorsque l'un des éléments suivants s'applique :

Vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel et ce pendant une durée nous permettant de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel

Le traitement est illicite et vous vous opposez à l'effacement des données et exigez à la place la limitation de leur utilisation

Nous n'avons plus besoin des données à caractère personnel aux fins de traitement mais celles-ci vous sont encore nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice

Vous vous opposez au traitement de vos données pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par l'établissement prévalent sur les vôtres.

D'un droit d'opposition au traitement de vos données à caractère personnel pour des raisons qui vous sont propres. Nous ne traiterons plus les données à caractère personnel à moins que nous démontrions qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

D'un droit d'opposition à tout moment **au traitement** de vos données à caractère personnel **à des fins de prospection commerciale**

D'un droit de recevoir les données à caractère personnel vous concernant que vous nous avez fournies, pour les traitements automatisés reposant sur votre consentement ou sur l'exécution d'un contrat, et demander la portabilité de ces données

COMMENT EXERCER VOS DROITS

Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante :

CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON
Service « Protection des données personnelles »
2 RUE VIALA
BP 80212
84009 AVIGNON CEDEX 1

Nous devons être en mesure de vous identifier. Vous devez impérativement nous communiquer clairement vos noms et prénoms, l'adresse à laquelle vous souhaitez que la réponse vous soit envoyée, signer votre demande et y joindre la photocopie d'un document d'identité comportant votre signature.

Les informations sur les mesures prise par l'établissement à la suite de votre demande vous seront fournies dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. A besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demande.

Si nous ne donnons pas de suite favorable à votre demande, nous vous informerons sans tarder et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande des motifs, de la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle et de former un recours juridictionnel.

L'exercice de vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement, de vos droits à la limitation du traitement ou à la portabilité des données à caractère personnel s'effectue sans frais.

Au titre de votre droit d'accès, nous vous fournirons une copie des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement.

Lorsqu'une demande est manifestement infondée ou excessive, notamment en raison de son caractère répétitif, nous pourrons :

Exiger le paiement de frais raisonnables tenant compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées

Refuser de donner suite à cette demande

Vous pouvez vous inscrire gratuitement sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique BLOCTEL sur le site internet www.bloctel.gouv.fr. Tout consommateur inscrit sur cette liste ne pourra pas être démarché téléphoniquement par un professionnel, sauf en cas de relations contractuelles préexistantes. Elle ne fait pas obstacle à la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon d'utiliser les coordonnées téléphoniques que le client a communiquées pour lui offrir les produits et services de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon, sous réserve de son droit d'opposition.

Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle.

En France, l'autorité de contrôle est la CNIL, 3 place de Fontenoy – TSA 80715 -75334 PARIS CEDEX 07 <http://www.cnil.fr/>.